
SCORAN

en région Centre-Val de Loire – V4

ANNEXE 1

Fiches projets et fiches animations

Mise à jour : juin 2024

*Stratégie de COhérence Régionale d'Aménagement (et d'usages) Numérique
en région Centre-Val de Loire*

Annexe 1 : fiches animations et projets

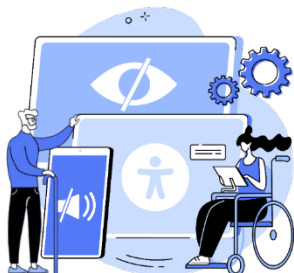
Sommaire des fiches animations et projets

Enjeu transversal :
Favoriser la féminisation des métiers du numérique



Fiche animation n°1 : féminisation des métiers du numérique

Enjeu d'inclusion :
Garantir l'accès aux infrastructures et lutter contre l'exclusion



Fiche animation n°2.1 : suivi régional des infrastructures numériques

Fiche animation n°2.2 : inclusion numérique

Fiche projet n°2.3 : les projets numériques de territoire

Fiche projet n°2.4 : accessibilité handicap

Enjeu de performance :
Mettre le numérique au service des politiques publiques



Fiche animation n°3.1 : développement de l'innovation numérique des services de l'état

Fiche animation n°3.2 : numérique et santé

Fiche animation n°3.3 : numérique et mobilités

Fiche animation n°3.4 : accès à la culture par le numérique

Fiche projet 3.5 : arts numériques

Fiche animation n°3.6 : réseau régional de la donnée territoriale :

Do.TeRR

Fiche projet n°3.7 : référentiels géomatiques mutualisés

Fiche projet n°3.8 : connaissance et suivi des ZAE

Fiche projet n°3.9 : datacentre

Fiche projet n°3.10 : challenge open data

Fiche projet n°3.11 : valise offre numérique essentielle

Fiche projet n°3.12 : Net-Irrig

Enjeu d'avenir :

Développer la formation et l'innovation dans un écosystème sécurisé



Fiche animation n°4.1 : territoire numérique éducatif du cher

Fiche projet n°4.2 : e-portfolio de compétences

Fiche animation n°4.3 : campus des métiers et des qualifications excellence – transnum

Fiche animation n°4.4 : réseau régional du numérique responsable

Fiche projet n°4.5 : filière de réemploi

Fiche projet n°4.6 : territoires durables et connectés

Fiche projet n°4.7 : climate data hub

Fiche projet n°4.8 : Loire Valley Data Hub

Fiche projet n°4.9 : RECOR

Fiche animation n°4.10 : IA Loire Valley

Fiche projet n°4.11 : JUNON

Fiche animation n°4.12 : réseau régional des acteurs cyber

Fiche projet n°4.13 : CSIRT cyberRéponse

Fiche projet n°4.14 : CAMPUS CYBER (fusion avec 4.13)

Fiche projet n°4.15 : PRO3 (Proche, Professionnalisant, Propre)

Fiche projet n°4.16 : FRENCH TECH CENTRAL

Fiche projet No 4.17 : Loire Valley Quantique (nouvelle fiche)

Fiche animation n°1

Attirer plus de femmes dans les métiers du numérique

FÉMINISATION DES MÉTIERS DU NUMÉRIQUE

Enjeu transversal

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Les femmes ne sont pas suffisamment représentées dans les métiers du numérique. Au-delà des filières scientifiques et techniques où le déficit est patent dès les premières années d'orientation, un manque de diversité est également constaté dans de très nombreux domaines (web, création numérique ...) qui entraîne une normalisation des manières de penser potentiellement lourde de conséquences (cf. les biais algorithmiques dans la conception des intelligences artificielles).

Nous proposons les objectifs suivants en région Centre-Val de Loire :

Agir au niveau de l'ensemble des types de formation et de recrutement

1. Formations initiales : accompagner le parcours d'orientation des jeunes, lutter contre les stéréotypes de genre et promouvoir les filières du numérique, développer des actions en direction des parents.
2. Formation continue : aider celles qui veulent s'y engager, valoriser la diversité des profils accessibles sur le marché de l'emploi dans le champ du numérique.

Animer et coordonner un réseau d'acteurs engagés sur la place des femmes dans le numérique

1. Promouvoir la mixité des métiers du numérique auprès des branches professionnelles, des entreprises et des demandeuses d'emploi.
2. Incarner les métiers : recenser des ambassadrices à l'échelle de la région, raconter les histoires des femmes de l'informatique et du numérique.
3. Impulser et consolider des actions dans les territoires. Organiser les interventions de rôles modèles dans les conférences, s'appuyer sur les manifestations existantes (Human Tech Days, forums de l'orientation ...).

PILOTAGE DU PROJET

État - Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

État - Conseil régional et Rectorat, DRANE et DRAIO, Campus des Métiers et des Qualifications, Universités, Pôle Emploi, établissements scolaires, branches professionnelles, grandes écoles du numérique, associations... La Région mobilisera son Conseil régional du numérique.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Part des filles dans les candidatures aux formations numériques (par bassin d'emploi).
Part des filles dans les formations numériques (niveaux départementaux et régionaux).
Nombre d'emplois disponibles dans la région et degré de féminisation (% d'activités tertiaires).
Nombre d'événements organisés.
Nombre d'ambassadrices par département.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : définir un plan d'action et en trouver les moyens, prendre contact avec les partenaires.
2024 : mettre en œuvre les actions.

Fiche animation n°2.1

Suivre le déploiement des réseaux fibre et mobile, et le retrait du réseau cuivre

SUIVI RÉGIONAL DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

Accès aux infrastructures

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Les infrastructures de télécommunication fibre et mobile sont en cours d'installation sur tous les territoires de la région Centre – Val de Loire. Le plan France Très haut débit, et celui du « New deal » pour la téléphonie ont permis à notre région d'améliorer grandement sa couverture en infrastructures numériques (voir bilan en annexe). Par conséquent, l'annonce de l'arrêt du réseau cuivre implique une vigilance renforcée sur la bonne complétude des déploiements des infrastructures.

Ce constat nécessite un suivi :

- des déploiements des réseaux mobiles et fibres, territoire par territoire, notamment en distinguant les zones AMI (Appel à manifestation d'intérêt) et les zones RIP (réseau d'initiative publique), pour chaque structure responsable.
- des communes désignées par les différents lots de décommissionnement du réseau cuivre.

Au-delà, il est utile de regarder comment se réalise la commercialisation, préalable à un usage concret et de repérer s'il subsiste des problèmes de qualité sur les infrastructures et les points de mutualisation ou de branchement.

La circulaire du 10 janvier 2023 invite la préfecture de région et le Conseil régional à produire un suivi, une concertation et une restitution régionale des travaux réalisés à l'échelle départementale par les préfectures lors des comités de concertation fibre/mobile et cuivre qui associent les conseils départementaux, les Syndicats Mixtes Ouverts (SMO) compétents.

La Commission Régionale de Stratégie Numérique du Centre-Val de Loire (CRSN), dans sa version sur l'aménagement numérique, servira d'instance régionale de suivi et de synthèse. Des groupes de travail avec les différentes parties prenantes seront organisés en vue d'une CRSN fin 2023.

PILOTAGE DU PROJET

État-Conseil régional à travers la CRSN

ANIMATION DU PARTENARIAT

SGAR, GIP RECIA, Collectivités locales, opérateurs, associations de consommateurs, ARCEP, ANCT ...

Tous les six mois, des réunions d'échange d'expérience auront lieu entre les préfectures, les SMO, les Conseils départementaux, et nous aurons la tenue d'une réunion CRSN « infrastructures » chaque année.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Indicateurs des Politiques Prioritaires du Gouvernement :

Part des logements raccordables au réseau.

Nombre de pylônes du plan New-Deal de l'État.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : groupes de travail sur les déploiements des infrastructures numériques, organisation d'une CRSN, Infrastructures au quatrième trimestre ?

Fiche animation n°2.2

Coordonner et agir pour lutter contre l'illectronisme

INCLUSION NUMÉRIQUE

Inclusion numérique

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Dans le cadre de la politique nationale d'inclusion numérique, le consortium Hub-Lo a été labellisé en mars 2021 pour animer une démarche régionale de valorisation et de déploiement des initiatives locales de médiation numérique. Il s'appuie notamment sur le réseau des Espaces Publics Numériques Web-O-Centre, les espaces France Service, les Promeneurs du net, les initiatives de Fablabs et d'espaces de co-working qu'il fédère. Le hub-lo a les missions suivantes :

- Animation de l'écosystème de la médiation numérique associant les médiateurs numériques impliqués dans l'inclusion et les conseillers numériques France Service (CnFS) : 4 rencontres par départements en 2023 et plusieurs évènements régionaux (Numérique En Commun, Hackathons ...).
- Consolidation des compétences des professionnels: outillage pédagogique (formation continue, PIX), participation aux jurys d'évaluation des CnFS, participation aux groupes de travail Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT), apports de méthodes en direction des professionnels pour améliorer le repérage à l'échelle des bassins de vie des personnes en situation d'illectronisme.
- Organisation des échanges d'expériences entre les structures de médiation, recherche des moyens et des organisations afin de pérenniser des démarches d'accompagnement des citoyens.
- Production de la cartographie des structures de médiation en coopération avec les Conseils départementaux, respectant les formats de données publiques ouvertes.
- Élaboration des projets numériques de territoires visant un consensus des acteurs de la médiation à l'échelle des bassins de vie, afin d'engager des actions communes sur des thèmes privilégiés.

PILOTAGE DU PROJET

Consortium HUB-LO (Mouvement Associatif, Ligue de l'Enseignement, CRIJ, GIP RECIA, État, Région)

ANIMATION DU PARTENARIAT

Consortium HUB-LO et Collectivités locales, préfectures, associations, représentants des communautés de la médiation (Espaces Publics Numériques, médiathèques, tiers-lieux, fablabs), CAF, CRIA, France Services, entreprises, ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Évolution du taux d'illectronisme en région (quand disponible), nombre d'aidants numériques participant aux animations, nombre de structures de médiation numérique et autres lieux publics, estimation du nombre de personnes accompagnées en région ...

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : 24 rencontres départementales et régionales, déploiement de l'action de repérage des personnes en situation d'illectronisme, déploiement du « kit d'intervention pros en Quartiers Politique de la Ville » (QPV), mise à jour cartographique.

2024 et ensuite : Renforcer l'animation aux différentes échelles territoriales, valoriser des compétences et expériences numériques (open-badges).

Fiche projet n°2.3

Définir collectivement une feuille de route pour l'inclusion numérique à l'échelle des bassins de vie

LES PROJETS NUMÉRIQUES DE TERRITOIRE

Inclusion numérique

CONTEXTE ET OBJECTIFS

En 2019, le consortium Hub-lo a réalisé une étude sur chacun des 25 bassins de vie du Sradet (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) qui constituent la région Centre – Val de Loire, afin de repérer les acteurs locaux de la médiation et de les faire travailler ensemble à une perspective de développement de leurs actions. Ce travail a fait l'objet d'une « monographie ». Partant de ce travail, mobilisant toutes les parties prenantes de la médiation numérique, en particulier les EPCI, les communes et les associations. Les « Projets numériques de territoires » vont être élaborés à l'échelle des 25 bassins de vie. Ils décriront les objectifs que se donnent les acteurs locaux pour mettre en œuvre les projets et les démarches visant à mieux servir le territoire, ses organisations et ses citoyens à travers le numérique. Tous les champs de l'action publique, et peut-être au-delà des initiatives privées, seront pris en compte afin d'accompagner les citoyens dans leur difficulté vis-à-vis des interfaces numériques (administration, santé, insertion, éducation, gestion de la donnée, culture...). Les équipes du hub-lo s'attachent en particulier à :

- Mobiliser les structures de médiation numérique au service de problématiques au sein des bassins de vie.
- Associer les élus et agents au repérage des enjeux et à l'élaboration des pistes d'action.
- Mise en œuvre d'un dispositif d'incubation des actions (émergence et accélération de projets).

PILOTAGE DU PROJET

Consortium HUB-LO

ANIMATION DU PARTENARIAT

Consortium HUB-LO (Mouvement Associatif, Ligue de l'Enseignement, CRIJ, GIP RECIA, État, Région) et Collectivités locales, préfetures, associations, CAF, CRIA, France Services, entreprises...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de projets numériques de territoires.

Nombre de partenaires mobilisés dans les Projets numériques de territoires. Budgets mobilisés dans les projets.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : projets numériques de territoires formalisés (document définissant une perspective d'action impliquant un ensemble d'acteurs), dispositif d'incubation engagé.

2024 : animation, mise en œuvre et suivi des projets numériques de territoires : 10 ateliers d'accompagnement de projets, 3 sessions d'incubations de projets.

Fiche projet n°2.4

Rendre accessibles les sites web publics pour les personnes porteuses de handicap

ACCESSIBILITÉ HANDICAP

Inclusion numérique

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Depuis 2005, la loi Handicap a prévu, dans son article 47, l'obligation de mise en accessibilité des services de communication publique en ligne. La Loi pour une République Numérique, et la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel ont renforcé cet objectif. Cela passe par l'accessibilité des sites internet portant un service public, dont une grande partie doit être adaptée pour répondre aux objectifs de la loi. Dans un premier temps, il est proposé de faire un « audit » des sites publics en région Centre-Val de Loire, afin de faire un état des lieux de la situation s'agissant du respect de la loi.

Il apparaît que l'accessibilité est assez facilement obtenue si un certain nombre de règles de programmation des sites puis de mise en ligne des contenus sont respectées. Il s'agira donc, dans un deuxième temps, d'accompagner les responsables de sites web afin qu'ils mettent en œuvre les processus éditoriaux adaptés.

Par ailleurs, les outils numériques, notamment les outils de cartographie urbaine, sont susceptibles d'apporter de nouveaux services d'accessibilité physique aux personnes porteuses de handicap.

PILOTAGE DU PROJET

État

ANIMATION DU PARTENARIAT

État et GIP RECIA, collectivités locales, porteurs de services publics, associations autour du handicap. Coordination régionale Handicaps. Fondation des aveugles du Val de Loire. APF

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'actions d'information des acteurs publics (nombre de contacts sollicités, nombre de participants aux ateliers présentiels et distanciels)

Nombre de formations au numérique intégrant une formation au RGAA (référentiel général d'amélioration de l'accessibilité).

Nombre de partenaires accompagnés.

Nombre de sites web publics ayant été adaptés pour répondre aux critères d'accessibilités.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2024 : Concertation, actions d'information, mise en place d'outils d'accompagnement et de conseil, valorisation des progrès.

Fiche animation n°3.1

Coordonner les services de l'État en région et ses agences pour mutualiser des outils et des usages

DÉVELOPPEMENT DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

La dématérialisation des procédures de l'administration est au cœur des politiques publiques et les concerne toutes. Un effort de coordination est fait au niveau national à travers la Direction Interministérielle du Numérique (DINUM) et le programme Transformation Numérique des Territoires (TNT).

Les objectifs sont les suivants :

- Organiser l'échange d'expérience entre les services de l'État, associant les agences.
- Faire émerger des opportunités de développement et/ou mutualisation.
- Faciliter l'accès à l'administration.
- Faciliter la « continuité numérique » et les projets communs aux acteurs publics

Numérique responsable :

- Réalisation d'une campagne de sensibilisation pour tous les agents aux bons gestes du numérique pour réaliser des économies d'énergie et d'émissions en s'appuyant sur la campagne de communication interministérielle
- Améliorer la gestion des DATA et rationaliser le stockage des données énergivores et instaurer des campagnes de sensibilisation sur la sobriété numérique
- Organisation de temps de sensibilisation dans le cadre du Clean up day
- Soutien aux projets de déploiement d'outils favorisant la dématérialisation
- Déploiement de DATA SUBVENTION en lien avec la DJEPVA
- Initier des temps de sensibilisation autour de la Fresque du numérique

PILOTAGE DU PROJET

État (Sgar)

ANIMATION DU PARTENARIAT

SGAR et ensemble des services de l'État et des agences, DINUM, ANCT, Pôle emploi, ARS ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'évolutions sur les outils et les actions de mutualisation

1er semestre 2023 : Constitution d'un comité de pilotage et plan d'action

2ème semestre 2023 : Organisation de rencontres, échelle régionale + départementale

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2024 : Mise en place de la thématique en lien avec les projets :

- Déploiement du réseau des aidants numériques sur le périmètre ATE
- Automatisation et déploiement du kit numérique pour les nouveaux arrivants

Mois de l'innovation publique en novembre 2024 :

- Constitution d'un comité pour l'organisation d'actions partagées
- Organisation d'un Comité d'administration régionale sur la thématique de l'IA

Fiche animation n°3.2

Aider les professionnels de santé et les citoyens à utiliser le numérique pour une bonne coordination des soins

NUMÉRIQUE ET SANTÉ

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

À travers la « Commission de coordination des politiques publiques e-santé » l'Agence Régionale de Santé et la Caisse Régionale d'Assurance Maladie organisent les partenariats entre les acteurs de santé des secteurs médicaux et médicaux-sociaux pour le déploiement de la e-santé sur tous les bassins de vie. Cette démarche, associant notamment la Région et les Départements, s'appuie sur le GIP e-santé.

3 canaux d'action sont travaillés :

- La coordination et l'accompagnement aux usages des professionnels de santé.
- La sensibilisation et l'information des citoyens patients-usagers, en accompagnant leur parcours de soin.
- En facilitant l'utilisation de « Mon espace santé » ; l'organisation d'une démarche de Santé publique, passant par la prévention, l'innovation, le dépistage et permettant une évolution anticipatrice des prises en charge.

Dans cette perspective, une approche territorialisée est privilégiée (acculturation, aide au déploiement des solutions, animation en Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) et Comité de territoires de santé, coordination ville-hôpital, télémedecine ...) en soutenant le recours à des coopérations et des expertises interterritoriales. La gestion de la donnée devient un enjeu de connaissance et de pertinence central, pour prévenir les risques, adapter les soins, optimiser le recours à des équipements et des expertises.

PILOTAGE DU PROJET

État (Agence Régionale de Santé)

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP e-santé, Assurance Maladie, le SGAR, la Région, les Départements, les associations professionnelles, les représentants des usagers ainsi que les professionnels de santé de la région.

INDICATEURS DE RÉALISATION

% de comptes « Mon espace santé » activés et alimentés.

Nombre d'offres de TLE enregistrés sur l'annuaire régional proposant et réalisant des téléexpertises.

Nombre de patients bénéficiant de télé-suivi pour des pathologies chroniques.

Nombre de dossiers créés sur l'outil de e-coordination.

Nombre de dossiers créés sur ViaTrajectoire par des usagers.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023/2024 : structuration de filières de téléexpertise organisées en provenance des villes et des établissements sanitaires par département.

2023-2025 : actions de promotion des applications « Mon Espace Santé et de ViaTrajectoire » afin de permettre au patient-usager d'être acteur de son parcours santé.

2023-2026 : déploiement de l'outil de coordination (SPHERE) à destination des professionnels de santé, issus de la ville, d'établissements sanitaires et médico-sociaux ainsi que des acteurs sociaux.

Fiche animation n°3.3

Mobiliser les outils web et smartphones pour des mobilités durables et collectives

NUMÉRIQUE ET MOBILITÉS

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

L'accès à la mobilité répondant aux besoins du quotidien (domicile-travail, école, loisirs, achats) est un enjeu majeur, dans les espaces urbains et dans les territoires moins denses en raison d'une offre plus limitée, et cependant avec enjeux accrus, notamment pour les personnes non motorisées.

Les outils numériques peuvent constituer un atout pour le transport public et les mobilités durables à l'échelle des bassins de mobilité, de la région et ouverts sur l'extérieur. Ces outils peuvent faciliter la bonne coordination et intégration entre les différents services de mobilité et permettre de mieux organiser le réseau et les lignes de transport. Et ces outils doivent être accessibles par tous et partout.

La mise en place de systèmes de mobilité servicielle (Maas ou mobility as a service) à l'échelle des bassins de mobilité ou de la région, dans le cadre des contrats opérationnels de mobilité, doit permettre d'unifier et de faire coïncider des offres de transports publics et privés avec les besoins des usagers pour leur transport du quotidien. L'ambition est notamment de mettre à disposition une plateforme unique pour rechercher des itinéraires multimodaux et acheter les billets de manière simplifiée.

Le développement d'un tel système à l'échelle des transports du quotidien, à travers une centrale de mobilité, permettra à la fois de faire mieux connaître toutes les solutions de mobilité durable (transports collectifs, à la demande, covoiturage, autopartage, vélo, parking ...) notamment et d'améliorer l'évolution et la performance des services offerts.

PILOTAGE DU PROJET

Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

Conseil régional et les Autorités Organisatrices de Mobilité, l'État (DREAL, SGAR), les collectivités locales, les associations, les entreprises de services, le GIP RECIA, l'ADEME

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'utilisateurs des applications numériques pour la mobilité.

Fréquentation des transports en commun et transport à la demande.

Nombre de trajets en covoiturage (données de l'observatoire national).

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023-2024 : concertations à mener avec les AOM

2024-2025 : mise en place du ou des MAAS

Fiche animation n°3.4

Favoriser les nouvelles pratiques culturelles en région

ACCÈS A LA CULTURE PAR LE NUMÉRIQUE

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

La Direction Régionale des Affaires Culturelles Centre-Val de Loire s'est inscrite dans un programme de numérisation et de valorisation des contenus culturels depuis 2022. En 2023, un appel à projets accompagnera 14 projets et d'autres projets plus structurants seront mis en place notamment dans le domaine des musées.

Par ailleurs, le ministère de la Culture a réaffirmé au printemps 2023 le caractère prioritaire du dispositif des Micro-Folies dans le cadre de la politique visant à « Soutenir la création française et valoriser le patrimoine dans les environnements physiques et numériques ». En Centre-Val de Loire, le soutien de la Préfecture de région au développement des Micro-Folies, avec l'appui et l'expertise de la DRAC et de l'Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette, s'est traduit par le lancement de deux appels à projets en 2021 et 2022. La réactivation de l'appel à projets Micro-Folies en 2024 pourrait être une piste d'action qu'il conviendra de faire arbitrer pour atteindre l'objectif régional.

S'agissant des collections numériques, il convient de souligner qu'une collection Centre-Val de Loire initiée par la DRAC est en cours de finalisation. Elle implique 31 institutions culturelles majeures de la région. Son inauguration se déroulera mi-octobre. Elle sera la quatrième collection régionale mise à disposition de l'ensemble du réseau des Micro-Folies. La DRAC Centre-Val de Loire figure ainsi parmi les DRAC pilote de cette politique.

PILOTAGE DU PROJET

État (Drac)

ANIMATION DU PARTENARIAT

État (DRAC), écoles d'Art, réseaux d'artistes, lieux de création, Région

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de projets structurants en faveur de la numérisation et de la valorisation des contenus culturels co-accompagné par l'État et les collectivités territoriales.

Nombre de Micro-Folies ouvertes en Centre-Val de Loire.

Finalisation du projet de collection numérique régionale à disposition des Micro-Folies.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2024 : structuration régionale des acteurs, renforcement des liens entre l'Etat et les collectivités territoriales dans le cadre du programme de numérisation et de valorisation des contenus culturels, appel à projets.

Fiche projet n°3.5

Le numérique pour les artistes

ARTS NUMÉRIQUES

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le numérique constitue aujourd'hui pour les artistes, créatrices, artisans, bricoleuses, joueurs à la fois une formidable boîte à outils, un catalyseur de créativité et d'échanges, de nouveaux champs culturels à explorer, cultiver, questionner, détourner. Il implique également des évolutions pour les fabricants de culture au quotidien, face à une sphère marchande du divertissement numérique prompt à capter l'attention.

La création d'un Centre de Ressources pour les Arts et les Cultures Numériques (CRACN) en 2021, a permis d'accompagner des porteurs de projets artistiques et culturels qui souhaiteraient utiliser ce « numérique » dans une phase de création, de collaboration ou pour donner de la visibilité à des productions. C'est aussi un espace en ligne, des lieux physiques, des événements où il est possible de mieux appréhender ces cultures et pratiques numériques en les rencontrant, les partageant, les enrichissant de ses propres contributions.

La structuration régionale des acteurs, la transition numérique de la création, de la diffusion, l'outillage des artistes, le jeu vidéo comme œuvre sont autant de sujets qui vont nourrir les travaux en Centre-Val de Loire.

PILOTAGE DU PROJET

Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

Conseil régional en lien avec le Conseil régional du numérique, État- DRAC, écoles d'Art, réseaux d'artistes, lieux de création

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'œuvres dans le CRACN / Nombre d'artistes référencés / nombre d'évènement du réseau

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : Animation du CRACN, organisation d'un festival régional « Arts Numériques »

2024 : structuration régionale des acteurs, appel à projets

Fiche animation n°3.6

Mettre en réseau les professionnels de la donnée publique

RÉSEAU RÉGIONAL DE LA DONNÉE TERRITORIALE : Do.TeRR

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Dans tous les domaines de l'action publique, les données numériques démultiplient les possibilités d'analyses, de réactivités, d'interactions, de prévision, de simulation. Le réseau régional de la donnée territoriale (Do.Terr) associe les professionnels de la donnée publique, avec l'objectif de partager de l'expérience et une culture commune, de monter des projets fédératifs, de faire émerger des « communs numériques » en mutualisant des données, des référentiels et des outils. Parmi ces derniers, la plateforme géomatique régionale « Géocentre » permet de concentrer des bases de données, de moissonner et de valoriser les productions régionales dans le cadre des démarches d'open data nationales et européennes.

Le déploiement de milliers de capteurs, dans le cadre des « territoires intelligents » fait émerger un « Big Data », qui n'aura d'intérêt que s'il est géré, interopérable, qualifié, réutilisable. Animé par le GIP RECIA, le réseau Do.Terr facilite la coordination des acteurs publics, renforce les capacités d'analyse et de coopération sur les territoires.

L'animation du réseau s'envisage aux deux échelles, départementale et régionale. Des réunions techniques sur des outils, des ateliers autour des enjeux de la donnée, des moments de concertation sur des thèmes sont organisés tout au long de l'année, qui mobilisent environ 200 professionnels.

PILOTAGE DU PROJET

GIP RECIA (Do.TeRR GéoCentre)

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA animateur de Do.TeRR GéoCentre et Conseil régional, Services de l'État (DREAL, DDT ...), les Conseils Départementaux, les collectivités locales, les Agences d'urbanismes, les SDIS, les Syndicats, l'Observatoire de l'économie et des territoires, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, ONF, les chambres d'agriculture, l'IGN, le CNIG, l'AFIGEO ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'acteurs publics présents associés au réseau régional des données territoriales.

Quantité et nature des jeux de données publiés.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

En 2023 : programme d'animation partagé : données de l'accessibilité, les ZAE, le Lidar HD IGN, le référentiel Adresse, l'orthophotographie HR PCRS, l'occupation du sol, les fichiers fonciers et cadastre, les îlots de chaleurs, les jumeaux numériques ...

Fiche projet n°3.7

Acquérir collectivement les outils performants de gestion de la donnée publique

RÉFÉRENTIELS GÉOMATIQUES MUTUALISÉS

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Depuis 2020, le pôle métier « référentiel Très grande échelle et Plan de Cœur de Rue Simplifié (PCRS) » de Do.TeRR GéoCentre, qui associe une quarantaine de structures, parmi lesquelles les métropoles et principales agglomérations de la région, mais aussi des entreprises de réseaux comme Enedis, crée les conditions favorables pour acquérir une orthophoto à haute résolution de manière mutualisée, permettant en particulier aux territoires ruraux de bénéficier des mêmes capacités d'analyses que les espaces urbains. Cette orthophoto à 5 centimètres de précision, combinée au Lidar, permettrait de répondre aux obligations légales des collectivités face aux risques d'endommagement des réseaux, mais aussi de créer des outils de gestion et de simulation solidaire pour toutes les collectivités de la région. Ce référentiel géomatique permettrait notamment de :

- Disposer d'images de la situation pour la planification et la conduite des opérations en période de **gestion de crise** – GEMAPI ...
- Contrôler la **consommation d'espaces** pour la construction de logements, de routes, d'équipements sportifs ou de tout autre bâtiment – Loi Climat et résilience ZAN.
- Prévenir les **risques d'endommagement** liés aux travaux à proximité des réseaux enterrés, aériens ou subaquatiques – Réforme « anti-endommagement des réseaux » (*article L.127-1 et suivants du code de l'environnement et arrêté ministériel du 15/02/2015*).
- Améliorer la connaissance de **l'accessibilité** de l'espace public défendant une mobilité solidaire – Loi d'orientation pour les mobilités LOM (*article 141-13 du code de la voirie routière et articles L.1111-4 et L.1115-8 du code des transports*).
- Concevoir des **Jumeaux numériques de territoire**.

PILOTAGE DU PROJET

GIP RECIA (Do.TeRR- GéoCentre)

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA animateur de Do.TeRR GéoCentre (pôle métier RTGE co-animé par Tours Métropole et Chartres Métropole) et État, le Conseil régional, les collectivités locales, les syndicats (SMO, Syndicats d'énergies ...), entreprises de réseaux (ENEDIS, GRDF ...), IGN ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Pourcentage du territoire couvert et nombre de jeux de données publiés.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : Élaboration d'une convention de partenariat et d'un budget.

2024 : Concertation sur un cahier des charges pour un appel d'offres mutualisé.

Fiche projet n°3.8

Suivre l'utilisation de l'espace dans les Zones d'activité économique

CONNAISSANCE ET SUIVI DES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Il est important de renforcer la connaissance des zones d'activités économiques (ZAE) pour encourager leur densification et éviter la création de nouvelles zones au détriment d'espaces naturels, agricoles ou forestiers afin d'atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050 (Loi Climat et résilience), mais également afin de développer des démarches d'écologie industrielle et territoriales (EIT) sur le territoire. La connaissance de ces espaces, la réhabilitation des friches, le renouvellement des activités, leur équipement optimal en réseaux d'énergie et télécommunications et d'eaux notamment, peuvent être notablement optimisés en mobilisant les outils de la géomatique. Cette mobilisation, en lien étroit avec les gestionnaires et les utilisateurs de ces espaces, permet d'articuler les différents niveaux de connaissance. En particulier, les chargés de mission au développement économique des EPCI, et l'agence de développement économique Dev'up, doivent pouvoir nourrir les informations sur l'occupation des bâtiments et des espaces, pour qualifier la vacance de locaux et suivre précisément les disponibilités foncières. Ces interactions, appuyées sur le travail des géomaticiens et des gestionnaires de réseaux, offrent la possibilité d'une gestion pertinente et dynamique des ZAE. Une première proposition, associant la DREAL et Do.TeRR GéoCentre, a été formulée en s'appuyant sur un tableau de bord cartographique en ligne.

PILOTAGE DU PROJET

État (DREAL)

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA animateur de Do.TeRR GéoCentre et Conseil régional, Services de l'État (DREAL, DDT, DREETS), Dev'up, l'Observatoire de l'économie et des territoires, les collectivités locales, EPCI, les Agences d'urbanisme, les Chambres consulaires, l'INSEE, l'IGN, le CEREMA ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Contribution des chargés de mission économique des EPCI, pertinence et obsolescence de la data...

Mise en ligne de la base de données.

Évènements organisés pour la présentation de la base (diffusion) et groupes de travail pour son amélioration (journées techniques, pôles métiers).

Suivi de la densité des zones d'activités (part du bâti, part d'artificialisation, surfaces de parcelles à bâtir).

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : consolidation de la base de données en collaboration avec les partenaires au sein du pôle métier de Do.TeRR GéoCentre.

2024 : finalisation et actualisation annuelle.

Fiche projet n°3.9

Mutualiser un datacentre régional

DATACENTRE

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le consortium DATACENTRE associe le BRGM, les deux Universités et l'INSA afin d'organiser la mise à disposition d'un datacentre régional, d'ores et déjà labellisé par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui a vocation à concentrer des données, des services utiles à l'échelle régionale pour l'action publique et à mutualiser des compétences entre ses fondateurs.

Le projet s'inscrit dans un réseau national d'infrastructures qui garantit une souveraineté et une sécurité des usages. La mutualisation va permettre, d'une part d'offrir de nouveaux services aux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, où qu'ils se trouvent sur le territoire régional, et d'autre part de faciliter l'accès à des services comme le mésocentre de calcul régional (support opérationnel de la fédération CaSciModOT), ou encore de faciliter de nouvelles pratiques pédagogiques via le numérique. Le Datacentre a vocation à soutenir une gestion souveraine et dense des données territoriales générées par l'ensemble des acteurs publics en région Centre – Val de Loire. Il prend fortement en compte son impact écologique en fermant des salles de serveurs existantes et en centralisant et rationalisant les outils, avec la perspective d'une utilisation de la géothermie permettant de diminuer l'impact des infrastructures.

Le DATACENTRE est déjà partie prenante du réseau RECOR et va accueillir un point d'accès au réseau national RENATER.

PILOTAGE DU PROJET

BRGM

ANIMATION DU PARTENARIAT

Consortium DATACENTRE (BRGM et les Universités de Tours et d'Orléans, l'INSA), les collectivités locales, organismes de recherche, le GIP RECIA.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de bénéficiaires, degré d'intégration des infrastructures des membres du consortium, nombre de salles serveurs fermées, nombre de nouveaux services à valeur ajoutée offerts et nombre d'utilisateurs.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : consolidation des financements et du modèle économique, migration des services de la salle serveurs principale de l'Université d'Orléans, migration du nœud Renater, renouvellement du réseau interne Datacentre, interconnexion RECOR-Datacentre, migration des plateformes web et web pédagogiques de l'Université de Tours ...

2024 et au-delà : suite des migrations des infrastructures des membres du consortium, ouverture vers d'autres acteurs publics, ouverture de nouveaux services pour les postes de travail virtualisés supports de PRO3, réponse aux besoins régionaux Junon, Pro3, Climate Data Hub ...

Fiche projet n°3.10

Accompagner des collectivités dans l'ouverture de leurs données publiques

CHALLENGE OPEN DATA

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

L'ouverture des données publiques, prévue par la loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique, est devenue une obligation pour les collectivités territoriales de plus de 3500 habitants et employant au moins 50 agents ou salariés. Aujourd'hui, les plus grandes collectivités publient des données ouvertes, mais la majorité des collectivités obligées n'ont pas encore initié leur démarche.

En région Centre-Val de Loire, environ 130 collectivités sont concernées par cette obligation, mais au-delà, il y a un intérêt plus général à cette ouverture des données. C'est en fédérant un nombre suffisant de collectivités qu'il sera possible de générer des jeux de données cohérents, prenant par conséquent de la valeur (par exemple : données de transport des différentes autorités de transport, budgets et délibération permettant des comparaisons et des analyses thématiques ...).

Le GIP RECIA animateur de Do.TeRR GéoCentre en partenariat avec la Région Centre-Val de Loire (et avec le soutien du Plan France Relance pour la 2^e édition) a animé deux éditions du « challenge open data régional » depuis 2019 en créant une offre de service d'accompagnement « pas à pas » à la production, la structuration et la publication des 1ers jeux de données ouverts. 22 collectivités de toutes tailles ont bénéficié de cette démarche.

La mutualisation dans la production de données locales fait apparaître de réelles opportunités dans l'efficacité du fonctionnement des services et le pilotage des politiques tout en favorisant l'émergence de communs numériques. Pour y parvenir, l'acculturation et la sensibilisation des élus et des services des collectivités aux enjeux de la donnée sont primordiales.

Il est proposé que le prochain challenge s'organise à travers un accompagnement « pas-à-pas » de collectivités, sur un champ de données pouvant être élargi au-delà des obligations de l'open data et permettant d'agréger et de valoriser des données hétérogènes dans des applications conçues au plus près de leurs besoins (cas d'usage). S'appuyant sur la volonté commune de mobiliser davantage les données publiques, d'en assurer la maîtrise, de disposer d'un schéma de réplique, de garantir la souveraineté et d'organiser la gestion des données territoriales de manière décloisonnée, la démarche s'articulera avec les initiatives « [territoire durable et connecté](#) » et « [Climate Data Hub](#) » notamment.

PILOTAGE DU PROJET

Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA animateur de Do.TeRR GéoCentre, État, Conseil régional, collectivités locales et EPCI.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de collectivités ayant ouvert leurs données.

Nombre de jeux de données publiques ouverts en région.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : élaboration du nouveau challenge, consolidation des financements et recherche de collectivités volontaires.

Fiche projet n°3.11

Accompagner les petites collectivités dans l'utilisation d'une suite de logiciels libres et efficaces

VALISE « OFFRE NUMÉRIQUE ESSENTIELLE »

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Les petites collectivités n'ont pas toujours à leur disposition tous les outils numériques nécessaires, alors qu'il existe de nombreux logiciels libres qui leur permettraient d'être mieux sécurisés dans leurs usages, de mieux interagir avec leurs concitoyens, d'être plus performants dans leur organisation.

Dans le cadre du Plan de relance, l'État a confié au GIP RECIA la construction d'une « offre numérique essentielle » proposant une « valise » de logiciels libres, assez faciles à mettre en œuvre. Entre 2022 et 2023, une expérimentation a été menée auprès d'une cinquantaine de collectivités. Elle a permis d'entendre les besoins des collectivités, de mener une démarche de design de services avec l'association Nékoé, de sélectionner les outils logiciels les plus adaptés, de construire une offre d'accompagnement. Il est apparu très clairement que l'effort principal devait porter sur l'appropriation des outils par les utilisateurs opérationnels, au-delà des coûts d'infrastructure et de maintenance.

L'objectif est désormais de proposer cette « Valise ONE » aux collectivités locales, en particulier les petites, et de les accompagner dans le cadre d'une mutualisation permettant des prix adaptés.

PILOTAGE DU PROJET

GIP RECIA

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA et État, Région, collectivités locales.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de collectivités souscrivant la valise ONE.

Nombre d'outils utilisés dans l'offre de la valise ONE.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Juin 2023 : fin de l'expérimentation.

Fin 2023 et 2024 : promotion de l'offre « Valise ONE ».

Fiche projet n°3.12

Optimiser les usages des ressources naturelles en agriculture

NET - IRRIG

Le numérique au services des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le changement climatique et les tensions sur la ressource en eau, la raréfaction de la ressource, l'augmentation de la demande climatique des cultures fragilisent les productions, la pérennité économique des exploitations agricoles et des filières agricoles régionales engagées dans un processus de transition agroécologique. Dans ce contexte, le numérique peut favoriser l'adaptation des pratiques agricoles en permettant à l'agriculteur de mieux gérer ses ressources.

Dans cet objectif, la Chambre d'Agriculture du Loiret et la société Seabex (Agreen Tech Valley) ont développé Net-Irrig, une plateforme intelligente de gestion des systèmes d'irrigation, s'appuyant sur une base de données issue des travaux de l'INRA des sols d'Orléans et des chambres d'agriculture. Elle permet d'accompagner les irrigants dans la gestion et l'optimisation de leurs besoins en eau. L'outil a bénéficié en 2023 d'une refonte et d'une modernisation complètes en partenariat avec la start-up Seabex hébergée sur le site de l'Agreen Lab'O d'Orléans et adhérente à l'AgreenTech Valley. La start-up Seabex héberge aujourd'hui sur sa plateforme l'outil Net-irrig par Seabex et développera les prochaines versions de l'outil d'aide à la décision avec encore plus de fonctionnalités. La Chambre d'Agriculture du Loiret propriétaire de l'ancien Outil d'aide à la décision Net-irrig, de son moteur de calcul robuste et de la base de données la plus complète de France (bilan hydrique disponible sur plus de 35 espèces végétales) apporte son expertise agronomique et ses références expérimentales terrains acquises sur plus de 15 ans.

Net-Irrig bénéficie à 300 abonnés dont 200 agriculteurs exploitants dans le département du Loiret au 07/06/2023. Il peut être utilisé dans tous les départements de France métropolitaine.

PILOTAGE DU PROJET

Chambre d'Agriculture du Loiret

ANIMATION DU PARTENARIAT

Seabex et Chambre d'Agriculture du Loiret, Chambres d'Agricultures départementales, Chambre d'Agriculture régionale.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Objectifs à 3 ans : 2 000 abonnés, une extension d'utilisation France entière, une application web de référence chambres d'Agriculture France.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : une version smartphone avec message d'alerte, une intégration possible de fichiers météo, une intégration des données des stations météo connectées agriculteurs.

2024-2025 : un module de simulation des besoins en eau des cultures à l'horizon 2050 par l'intégration des Données météo prospectives Drias, un module conseil en irrigation et rentabilité économique, un module gestion des quotas à l'échelle de l'exploitation, une interopérabilité avec « Mes parcelles » l'application mobile d'enregistrement des pratiques et de gestion des parcelles des chambres d'Agriculture.

Fiche animation n°4.1

Expérimenter le numérique éducatif innovant sur le département du Cher

TERRITOIRE NUMÉRIQUE ÉDUCATIF DU CHER

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le Cher est un des 12 Territoires Numériques Educatifs. Les TNE ont été pensés comme des territoires démonstrateurs. Ils offrent l'opportunité de bâtir un système éducatif capable de répondre à deux ambitions indissociables : l'élévation générale du niveau et une plus grande justice sociale. Ils doivent également permettre d'accélérer la transformation des pratiques éducatives et organisationnelles des services en s'appuyant sur la massification de l'usage du numérique.

Les actions visent par conséquent à mieux anticiper les enjeux du déploiement du numérique dans les territoires selon les thématiques suivantes :

- **Sur le plan éducatif**

Le TNE vise à co-construire avec les partenaires (collectivités territoriales, opérateurs) un écosystème apprenant en impliquant l'ensemble des acteurs de la communauté apprenante dans un projet qui fasse sens et puisse contribuer à la construction de l'école de demain. Il s'agit également de développer la résilience du système éducatif, garante de la continuité pédagogique et de la poursuite du rôle de l'école dans la transmission des savoirs, la construction de la société de demain, la montée en compétences numériques des acteurs, le développement de la citoyenneté et de la culture numérique.

- **Sur le plan sociétal**

Le TNE ne concerne pas seulement la communauté éducative. Il y a une véritable stratégie de développement de la co-éducation avec un axe parentalité fort, mais également de nombreuses actions sur le plan de l'inclusion, qui visent à renforcer l'égalité des chances.

L'ensemble des collectivités territoriales, les acteurs de terrain impliqués auprès de la communauté éducative et l'ensemble des partenaires collaborent dans ce territoire démonstrateur pour expérimenter des dynamiques locales pour lutter contre la fracture numérique, favoriser les usages du numérique et l'orientation des filles dans les métiers du numérique.

PILOTAGE DU PROJET

État (Rectorat)

ANIMATION DU PARTENARIAT

Rectorat (DRANE, DSI) et GIP RECIA, Collectivités locales, Canopé, Ligue de l'Enseignement, GIP Trousse à projets, Hub-lo, associations

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'écoles équipées (PrimoT, socle d'équipements ...).

Nombre de projets innovants déployés dans les écoles, collèges et lycées.

Nombre d'événements et d'actions de formation.

Nombre d'enseignants, de personnels, de parents formés / volume horaire.

Nombre d'actions en faveur de la promotion des filles dans le numérique (orientation, ateliers de codage ...).

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Le projet se déroule sur 3 ans **2022 – 2025**.

Fiche projet n°4.2

Doter tous les étudiants d'un e-portfolio de compétences

E-PORTFOLIO DE COMPÉTENCES

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Les Universités et écoles d'ingénieurs ont confirmé leur besoin d'un e-portfolio accompagnant leur démarche d'apprentissage par compétences (APC), c'est-à-dire un outil adapté d'aide à l'orientation et au suivi et à la valorisation des compétences des étudiants. En s'appuyant sur le logiciel libre KARUTA et le modèle d'e-portfolio KAPC+, le GIP RECIA s'inscrit dans différentes expérimentations locales et nationales pour mettre à disposition un e-portfolio de l'enseignement supérieur. Au 3^e trimestre 2022, les premiers e-portfolios ont été déployés pour les formations BUT des Universités pour plus de 2 500 étudiants accompagnés par leurs enseignants et pilotés par les ingénieurs pédagogiques.

Via le GIP RECIA, le projet régional est ainsi associé au projet de développement d'un e-portfolio national industrialisé pour l'enseignement supérieur et la recherche porté par l'Université Savoie-Mont Blanc et pour lequel le GIP RECIA assure la coordination technique nationale. Ce projet national est un des volets du programme AVENIR(s) porté par l'ONISEP.

D'autre part, le GIP RECIA a été sollicité par l'Institut des Hautes Études de l'Enseignement et de la Formation (IH2EF) pour mettre en œuvre la solution Karuta qui portera les e-portfolios de ses stagiaires en formation initiale et continuée.

PILOTAGE DU PROJET

GIP RECIA

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA et Universités, INSA Centre-Val de Loire, Région Centre-Val de Loire, IH2EF.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'e-portfolios ouverts et utilisés.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Jusqu'en 2024, le projet régional prévoit :

- L'ouverture des e-portfolios à toutes les formations BUT, aux licences, formations d'ingénieurs et autres formations concernées par l'APC.
- La fiabilisation de l'alimentation des e-portfolios depuis les systèmes d'information des établissements.
- La continuation de l'inscription des actions dans les évolutions du projet national.
- La préparation du passage des e-portfolios dans la version industrialisée du volet ESR du programme AVENIR(s).

Pour l'IH2EF, il est prévu une première vague expérimentale en septembre 2023, avant une généralisation à toute la promotion en septembre 2024.

Fiche animation n°4.3

Développer les formations au numérique et attirer des compétences

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS

EXCELLENCE - TransNum

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le Campus des Métiers et des qualifications TransNum a été labellisé par l'État, en particulier sur le thème de la cybersécurité en lien avec la démarche Cyber-INSA. Il fédère un ensemble d'organisations responsables de la formation initiale et continue en numérique (Bac -3 à Bac +8), avec l'objectif de compléter l'offre de formation d'excellence de la filière, en particulier sur les thèmes de la cybersécurité, de l'IA, du cloud et de la data. Les trois axes stratégiques sont :

- L'attractivité des métiers en ciblant les jeunes et les personnes en reconversion, les enseignants, les parents.
- La formation régionale, en adaptant les formations, et en créant de nouvelles formations. Une forte attention est portée à la mixité Femmes-Hommes.
- Le lien recherche-entreprises.

À travers les Universités, il s'agit de donner une plus grande visibilité internationale au campus.

PILOTAGE DU PROJET

GIP Formation Tout au Long de la Vie

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP FTLV et Conseil régional, Universités, INSA, Cnam Centre – Val de Loire, Cefim, entreprises, Numeum , ADIRC, chambres consulaires, OPCO, lycées, collectivités locales.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Qualité de l'implication pédagogique/innovation, qualité des dispositifs d'action et des processus internes, moyens et financements octroyés au CMQ, résultats sur les élèves et autres bénéficiaires.

Nombre de filles dans les formations. Évolution des effectifs de la filière.

Nombre de places de formation et taux de pression.

Nombre de formations parcoursSup.

Rapport annuel d'activité.

Évènements (semaine Numérique et Sciences de l'Informatique).

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : Mise en place du consortium, mise en place des instances de pilotage, premières actions d'animation, recensement des formations, portail d'information et espace ressource pour les acteurs de la formation, actions cyber-INSA (dont autobus de sensibilisation).

Fiche animation n°4.4

Fédérer pour améliorer l'impact écologique et social du numérique

RÉSEAU RÉGIONAL DU NUMÉRIQUE RESPONSABLE

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

La transformation numérique bouleverse les organisations et nos sociétés. Or le numérique n'est pas une industrie uniquement immatérielle. Afin que les effets positifs du numérique ne soient pas annulés par les effets rebond induits, il est important de mesurer son empreinte et de mettre en place une démarche d'un numérique plus responsable. Le numérique responsable est une démarche d'amélioration continue qui vise à améliorer l'empreinte écologique et sociale du numérique.

En lien avec l'Institut du Numérique Responsable, il est proposé d'animer un réseau régional du numérique responsable en Centre – Val de Loire, favorisant l'échange d'expérience et la mutualisation de démarches.

PILOTAGE DU PROJET

Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA et État, collectivités, Chambres consulaires, clubs d'entreprises, ADEME, associations, Conseil régional du numérique ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'organisations qui se positionnent sur les enjeux de numérique responsable (Charte INR, Manifeste Planet Tech'Care, ...).

Nombre d'actions d'animation organisées dans le cadre du réseau régional

Nombre d'organisations ayant le label « Numérique responsable ».

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Étape 1 : mobilisation des organisations motivées par la démarche.

Étape 2 : organisation de l'échange d'expériences, évènements, documents.

Fiche projet n°4.5

Réutiliser les outils électroniques pour préserver les ressources naturelles

FILÈRE DE RÉ-EMPLOI

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Les progrès de l'électronique et des microprocesseurs en particulier, en parallèle des performances des réseaux télécoms en fixe ou en mobile, accélèrent l'obsolescence des outils numériques. Il n'est pas rare de changer de téléphone portable tous les ans, et de PC tous les trois ans. Parfois, certains outils électroniques sont difficilement réparables, et il paraît plus rationnel de les changer. Il s'ensuit la mise au rebut d'un nombre impressionnant de ces appareils électroniques. On note qu'à l'échelle de chaque agglomération, parfois de chaque département, des filières de réemploi et de gestion des déchets électroniques sont organisées, souvent en lien avec les acteurs l'économie sociale et solidaire. Mais on devine aussi la nécessité d'une démarche plus globale, plus large et pérenne, qui permette véritablement un réemploi plus systématique, une gestion optimale des ressources.

PILOTAGE DU PROJET

Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

Conseil régional et Emmaüs Connect, CRESS, collectivités locales, structures de l'ESS, associations, entreprises, GIP RECIA ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de bénéficiaires de matériels reconditionnés (personnes physiques et personnes morales)
Nombre de participants au réseau régional du numérique responsable sur le sujet reconditionnement
Nombre de donateurs de matériels.
Nombre et tonnages d'appareils électroniques réemployés ou mis en récupération des déchets

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Étape 1 : analyse des initiatives dans chaque département, cartographie des acteurs et des flux.

Étape 2 : consolidation des filières, promotion de la démarche.

Étape 3 : suivi et échanges d'expérience, mutualisation.

Fiche projet n°4.6

Capter les données publiques pour un territoire efficace et résilient

TERRITOIRES DURABLES ET CONNECTÉS

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Les projets de « territoires durables et connectés » également appelés « territoires intelligents » mobilisent les technologies numériques, en particulier les réseaux de capteurs, pour piloter avec finesse un certain nombre de services au public, en particulier des services liés à l'énergie, la gestion des cycles de l'eau, les mobilités, la prévention des risques ... Ils intègrent une dimension essentielle : la quête de souveraineté et de maîtrise des données publiques inhérentes à la réalisation des services dans le but d'en améliorer l'efficacité et le pilotage.

On repère que l'intérêt général requiert une recherche d'un impact moindre sur l'environnement, le suivi d'un usage sobre des ressources naturelles, des capacités à réguler les processus, à croiser des informations, à observer objectivement des phénomènes, à anticiper des évolutions, à partager démocratiquement les données pour des analyses partagées.

PILOTAGE DU PROJET

SMO Val de Loire Numérique

ANIMATION DU PARTENARIAT

Le **SMO Val de Loire numérique** et les autres SMOs de fibrage de la région, le GIP RECIA, la Région, les collectivités locales, les syndicats d'énergie, l'État, ANCT, la FNCCR, l'Avicca, l'Adullact.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de cas d'usage adressés, nombre de partenariats initiés, nombre de communes couvertes par un réseau bas débit de type Lorawan, taux de couverture Lorawan ou 5G par département, nombre d'objets communicants connectés par département, nombre d'initiatives organisées pour contribuer à l'acculturation des acteurs publics, nombre de collectivités ayant recours à une offre de territoires durables et connectés, taux d'utilisation des data centers souverains ...

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : repérage et pilotage des expérimentations en cours, en régional et national ; inscription dans des expérimentations de niveau national, recherche des modèles économiques, premiers déploiements.

À partir de 2024 : événements structurants à l'échelle régionale, disponibilité des offres de services, calendrier des procédures marché nécessaires pour la mise en œuvre des offres de territoires durables et connectés.

Fiche projet n°4.7

Créer la coopérative de données climatiques

CLIMATE DATA HUB

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

À la convergence des transitions climatique et numérique, le Climate Data Hub est un projet qui pose la question d'un usage éthique des données d'intérêt général dans la lutte contre le changement climatique. En effet, la maîtrise collective et l'usage des données sont des enjeux clés pour comprendre et aider à trouver des solutions. Le Climate Data Hub est à la fois une coopérative de données d'intérêt général et un tiers de confiance permettant de nouveaux usages de la donnée. Le tiers de confiance est un acteur neutre choisi par les parties prenantes pour gérer les partenariats de données et garantir le respect des objectifs, du cadre légal et des principes éthiques. Ces objectifs sont d'offrir des solutions opérationnelles d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et de faire émerger des services créateurs de valeurs sociale, environnementale et économique en s'appuyant sur une dynamique et la coopération des partenaires publics et privés et en associant les citoyens à la gouvernance du tiers de confiance.

PILOTAGE DU PROJET

Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

Conseil régional et État, collectivités locales, acteurs publics, privés et académiques de la donnée (ex : BRGM, GIP RECIA, pôle DREAM, SMO Val de Loire, ENEDIS, GRDF ...).

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'adhérents au Consortium, nombre de cas d'usages initiés, nombre de jeux « inédits » publiés.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

- Animation de l'écosystème des producteurs et utilisateurs de données.
- Élaboration d'un cadre juridique et économique.
- Lancement des premiers cas d'usage.

Fiche projet n°4.8

Accompagner les entreprises et les collectivités dans l'innovation numérique

LOIRE VALLEY DATA HUB

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Sélectionné en février 2023 par la Commission européenne en tant que *European Digital Innovation Hub (EDIH)*, le Loire Valley Data Hub est un centre de ressources pour les entreprises et des collectivités locales du Centre-Val de Loire. Il a pour but de les accompagner dans leurs projets d'innovation et de transformation numérique. Le Loire Valley Data Hub soutient particulièrement les entreprises des secteurs clés régionaux : cosmétique, santé, environnement et agriculture. Le EDIH vise à accompagner prioritairement ces secteurs sur les sujets de la cybersécurité et de la traçabilité, et supportera ses bénéficiaires dans la mise en place d'une stratégie « Data ». Une attention particulière sera portée à l'impact environnemental des projets accompagnés. Il vise aussi à promouvoir l'usage des technologies clés, des compétences et des infrastructures numériques avancées (notamment IA, HPC, cybersécurité, IoT, Blockchain ...) présentes en Centre-Val de Loire ou mobilisables au travers des autres EDIHs européens.

Les activités du EDIH sont organisées autour de 4 piliers :

- Tester avant d'investir : accompagner à la maturation des projets individuels par la sensibilisation aux possibilités offertes par les technologies, diagnostiquer de maturité numérique des bénéficiaires et leur proposer un plan d'action personnalisé, et accompagner les projets individuels.
- Développer ses compétences : former les opérateurs locaux, orienter vers les formations techniques, former les managers à encadrer des équipes IT, faciliter l'intégration de compétences numériques dans les organisations.
- Se financer : accompagner la recherche de financement des projets individuels.
- Collaborer pour innover : promouvoir et organiser des événements de networking notamment à l'échelle européenne pour faciliter la mise en place de projets d'innovation collaborative, notamment avec les autres EDIHs, s'attaquer à des défis d'innovation sectoriels, cartographier et mobiliser les compétences locales.

.PILOTAGE DU PROJET

Agence Dev'up Centre – Val de Loire

ANIMATION DU PARTENARIAT

Dev'up Centre-Val de Loire, quatre pôles et clusters (Cosmetic Valley, Polepharma, Dream et AgreenTechValley) ; un centre de formation (le CEFIM), un centre de compétences en IA (le Lab'IA Loire Valley porté par la technopole d'Orléans) et le GIP RECIA pour accompagner les petites collectivités.

INDICATEURS DE RÉALISATION

413 entreprises et 35 collectivités accompagnées sur 3 ans

Année 1 : 56 +10.

Année 2 : 156 +12.

Année 3 : 201+13.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Lancement en octobre 2023. Durée de 3 ans.

Fiche projet n°4.9

Accélérer les débits internet pour l'éducation et la recherche

ReCOR

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le réseau « Réseau de Coopération Optique Régional » (ReCOR), vise à relier l'ensemble des centres de recherche, d'enseignement supérieur ainsi que les lycées, à travers un réseau de fibres optiques dédié, résilient et à ultra-haut débit. Il est constitué d'une infrastructure principale à 100Gb/s et de boucles métropolitaines et départementales à 10Gb/s. Le réseau irrigue volontairement tous les départements de la région, et permettra notamment des initiatives décentralisées de formation à distance et l'utilisation mutualisée de ressources numériques. Il dessert notamment les accès vers le Datacentre Régionale labellisé par le MESRI et vers le réseau RENATER (Réseau National de l'enseignement et de la Recherche).

La tranche principale du réseau ReCOR est financée par le plan de relance Européen REACT-EU, la seconde tranche avec les boucles départementales complémentaires est financée par les fonds FEDER et les fonds du contrat de plan État/région 2021-27.

PILOTAGE DU PROJET

GIP RECIA

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA et Région, Universités, INSA, RIP, fournisseurs de réseaux fibres, État, lycées, INRAE, Intégrateur, consortium Datacentre, RENATER ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de sites desservis : 137.

Nb de site connectés en 1 Gb/s : 107 lycées.

Nb de sites connectés en 10 Gb/s : 27 sites d'enseignement supérieur et de recherche.

Bande passante utilisée par site.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : mise en place du réseau et migration des sites sur le nouveau réseau ReCOR, animation pour des usages ultra-haut-débit.

2024 : migration des sites résiduels, animation des usages, nouvelles initiatives.

Fiche animation n°4.10

Accompagner les usages et impacts de l'intelligence artificielle (IA) en région Centre-Val de Loire

IA LOIRE VALLEY

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Dans les années à venir, on s'attend à ce que l'Intelligence Artificielle soit de plus en plus présente, dans toutes les activités, tant professionnelles que personnelles.

Comment les acteurs de notre territoire vont-ils s'approprier cette nouvelle donne ?

IA Loire Valley fédère les spécialistes régionaux de l'Intelligence Artificielle, issus des entreprises, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans l'objectif de faire connaître et de promouvoir les usages de l'IA, ainsi que les précautions qu'il convient de prendre, auprès des entreprises et des citoyens .

Ce projet d'animation propose :

- Une newsletter d'informations sur les initiatives et les événements régionaux liés à l'IA
- une cartographie des acteurs de l'IA dont les formations et les entreprises présentes
- Un forum régional sur l'IA, au sens large incluant par exemple les questions de cybersécurité

Cette dynamique s'appuie en particulier sur l'équipe du Lab'IA Loire Valley, portée par la Technopole d'Orléans, qui accompagne les entreprises dans leurs premières utilisations et leur stratégie des technologies de l'IA.

On peut retrouver les informations sur le site <https://ia-loirevalley.fr>.

Pour 2024-2025, l'objectif est de trouver une organisation pérenne à la fois pour assurer une présence sur internet et une information des acteurs mais aussi des usagers, en travaillant avec l'ensemble des parties prenantes et notamment avec le Conseil régional du Numérique.

PILOTAGE DU PROJET

État (DRARI)

ANIMATION DU PARTENARIAT

OVL (LAB'IA Loire Valley) et l'Etat-DRARI, Région, CRESITT, CNAM, INSA, Universités, Dev'Up ; Digital Loire Valley

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'entreprise ayant contracté avec le Lab'IA

Nombre de participants au forum régional sur l'IA

Nombre d'abonnés à la newsletter

Nombre d'acteurs dans la cartographie dont formations, entreprises

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Étape 1 (mise en place 2021-2023) : création du site web, de la lettre d'information, de la cartographie

Étape 2 (animation du projet 2022-2025) : organisation du forum en novembre 2022 (Lab'O) et Novembre 2023 (MOBE) avec la filière numérique (Numeum Tour) et rédaction des lettres (tous les 2/3 mois)

Étape 3 (2025-): pérennisation des actions en lien avec les projets liés à l'IA au sens large (Lab'IA Loire Valley; EDIH ; Climate Data Hub ; Maison des mathématiques MARMIT ; CyberINSA ; ...

Fiche projet n°4.11

Déployer les outils d'intelligence artificielle avec la communauté en région Centre-Val de Loire

JUNON

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le programme Ambition Recherche et Développement (ARD) JUNON financé par la Région Centre-Val de Loire s'inscrit dans le dispositif « ARD Centre-Val de Loire » et associe une vingtaine d'équipes de recherche travaillant ensemble pour :

- Créer et exploiter de nouveaux jumeaux numériques environnementaux.
- Établir de nouveaux services publics et commerciaux pour gérer nos ressources naturelles de façon plus durable.

PILOTAGE DU PROJET

BRGM

ANIMATION DU PARTENARIAT

BRGM et les Universités de Tours et Orléans, CNRS, INRAE, Orléans Val de Loire Technopole, Pôle DREAM Eau & Milieux, ANTEA group et ATOS.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Création de jumeaux numériques sur la partie haute de la Région Centre-Val de Loire (2/3 supérieur) visant les processus et ressources naturelles suivants dans toute la zone critique (zones agricoles, forestières, bords de Loire, Loire, zones urbaines, zone humides, sous-sols ...) :

- Suivi de la qualité de l'eau.
- Prédiction de la quantité d'eau.
- Suivi de la qualité de l'air.
- Suivi des puits et sources de gaz à effet de serre.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : consolidation du consortium, lancement des premiers projets de recherche, structuration des flux de données environnementales pour alimenter les premiers apprentissages.

Après 2023 : optimisation des apprentissages, création de flux de données complémentaires, établissement de référentiels communs, développements métrologiques, validation et tests des premiers jumeaux, développement d'applications et de services.

Fiche animation n°4.12

Fédérer en région les spécialistes de la Cybersécurité

RÉSEAU RÉGIONAL DES ACTEURS CYBER

Écosystème sécurisé

CONTEXTE ET OBJECTIFS

La cybersécurité est devenue un enjeu majeur pour toutes les organisations. Nous voyons donc émerger actuellement une offre de services dans ce domaine, ainsi que de nouvelles formations. Les besoins sont immenses, et la qualité des réponses s'élabore et doit s'affermir. C'est dans ce cadre qu'il paraît utile de favoriser l'émergence d'un réseau régional des acteurs cyber, qui permettra de repérer et mobiliser les acteurs concernés, de favoriser l'échange d'expérience et une culture commune, de faciliter la cohérence des initiatives, notamment dans le champ de l'action publique, de prendre des initiatives de sensibilisation. Le réseau s'attachera notamment à :

- L'établissement, la mise à jour et la diffusion de la Cartographie régionale des acteurs cyber [Entreprises, Formations, Services étatiques, Services Enquêteurs].
- L'animation des réseaux cyber [Nationaux, Interrégionaux et Régionaux].
- L'organisation et participation à divers d'évènements.

PILOTAGE DU PROJET

Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA et Agence Dev'up, Conseil régional, État, ANSSI, Entreprises de services Cyber, organismes de formation dans le domaine cyber (INSA, Universités ...).

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de membres du réseau.

Nombre de participants aux actions de sensibilisation.

Nombre de diffusions de bonnes pratiques.

Nombre d'évènements (éventuellement par cible : étudiants | entreprises | collectivités | associations | organismes de formations | clusters).

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

- Cybermoi/s (plusieurs évènements en OCTOBRE 2023).
- ASSISES AVRIL/MAI 2024.
- CTF départemental (Fev 24) des étudiants avec Finale Régionale durant les ASSISES 24.
- CTF mondial pour les collégiens et les BAC+2 (avec le CANADA).

Fiche projet n°4.13

Créer un centre de réponses à incidents cyber et un campus cyber régional

CyberRéponse

Écosystème sécurisé

CONTEXTE ET OBJECTIFS

L'ANSSI et la Région Centre – Val de Loire ont signé une convention fin 2021, aux termes de laquelle il sera créé un Centre de réponses à incidents Cyber en région, ayant pour mission de recueillir les appels d'entreprises (PME, ETI), de collectivités locales et de grandes associations ayant subi une attaque cyber, afin de les conseiller dans l'urgence puis de les orienter vers des prestataires experts en cybersécurité référencés et si possible en région. Ce CSIRT a aussi une mission de sensibilisation et d'information préventive. Dans le cadre de sa stratégie régionale du numérique, la Région a par ailleurs lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la création d'un campus cyber dans lequel s'est inscrit un consortium d'acteurs autour de l'agglomération de Bourges, de Vierzon et de l'INSA. Il est proposé qu'une structure soit créée afin de porter conjointement le CSIRT et le projet de campus.

PILOTAGE DU PROJET

Conseil régional

ANIMATION DU PARTENARIAT

GIP RECIA et Agence Dev'up, ANSSI, entreprises de cybersécurité et services enquêteurs, Région, Etat, Agglomération de Bourges, Vierzon, l'INSA.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de sollicitations annuelles du CSIRT, nombre de demandes d'informations, nombre d'appels sur attaques, nombre d'interventions de sensibilisation, nombre de participants aux actions de prévention, nombre de contrats favorisés par cyberRéponse. nombre de personnes formées à la cybersécurité, nombre d'entreprises innovantes dans le domaine de la cyber.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : Incubation du projet de CSIRT par l'ANSSI (janvier 2022-mars 2023), lancement du CSIRT (mars 2023), organisation des assises de la cyber (juin 23), actions de sensibilisation des cibles. Cybermoi/s organisé avec Cybermalveillance.fr en octobre.

2024 : Consolidation du modèle économique du CSIRT, actions de sensibilisations et de formation. Etude de faisabilité du campus. Création d'une structure CyberRéponse.

2025 : Déploiement de CyberRéponse, adhésions des membres. Exploration du fonctionnement du campus.

Fiche projet n°4.14

Développer les compétences et les expertises en Cyber

CAMPUS CYBER

Écosystème sécurisé

CONTEXTE ET OBJECTIFS

À la suite de l'appel à manifestation d'intérêt pour la création d'un Campus Cyber Centre-Val de Loire, la région Centre-Val de Loire a identifié un consortium d'acteur autour de l'agglomération de Bourges, de Vierzon et de l'INSA, pour étudier la faisabilité d'un Campus Cyber sur son territoire. Ce campus aurait pour objectif de développer les compétences et les expertises en matière de cybersécurité, de former des professionnels de haut niveau, de favoriser l'innovation, d'animer l'écosystème, et de soutenir la création d'entreprises ou la montée en compétence dans ce domaine.

L'étude de préfiguration lancée en 2023 du Campus Cyber en Centre-Val de Loire doit permettre de :

- Identifier les besoins en matière de formation, de recherche, d'innovation, d'animation et de développement économique dans le domaine de la cybersécurité sur le territoire.
- Évaluer la pertinence et la faisabilité de la création d'un Campus Cyber en Centre-Val de Loire.
- Définir les contours et les missions du Campus Cyber (offre de formation, d'animation, de recherche, d'incubation, de valorisation, de services, de partenariats, etc.).
- Élaborer un plan d'actions pour la mise en place du Campus Cyber (organisation, financement, gouvernance, calendrier, etc.).

PILOTAGE DU PROJET

BOURGES +

ANIMATION DU PARTENARIAT

Bourges +, CC Vierzon, INSA, Région, GIP RECIA, CSIRT.

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de réunions de préparation, nombre d'acteurs mobilisés.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : réalisation de l'étude de préfiguration.

2024 : lancement du Campus Cyber Centre-Val de Loire.

Fiche projet n°4.15

Transformer les usages numériques dans l'enseignement supérieur,
plus proches, professionnalisants et propres

PRO3 (Proche, Professionnalisant, Propre)

Le numérique au service des politiques publiques

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'AMI DEMO ES (démonstrateur de l'enseignement supérieur) qui fédère les acteurs de l'enseignement supérieur public régional pour :

- Expérimenter en vraie grandeur et dans une nouvelle approche globale, toutes les dimensions de la transformation numérique et en les prenant en compte de façon simultanée.
- Identifier, accompagner un certain nombre d'établissements d'enseignement supérieur prêts à devenir des démonstrateurs de cette transformation (essaimage des résultats positifs) tout en encourageant la mise en place de partenariats avec les entreprises de la Edtech.

Actions engagées :

- Des fiches sur la transition écologique du numérique (bonnes pratiques et usages, industrialisation poste de travail, mesure d'impact carbone, gestion D3E, solutions Low-Tech, DataCentre écologique).
- VDI (Virtual Desktop Infrastructure), rationalisation des besoins, support logiciel aux étudiants.
- Expérimentation des Open Badges à destination des étudiants, enseignants et personnels pour valoriser les compétences transverses hors diplôme.
- Apprendre à apprendre / apprendre à enseigner (learning center, initiatives pédagogiques, réalité augmentée, Mooc Enfipro, approche par compétences, hybridation des enseignements).
- ED Tech : Jeux sérieux et simulation d'entretiens d'embauches.

PILOTAGE DU PROJET

Comité de pilotage PRO3 : Universités d'Orléans et de Tours, INSA Centre-Val de Loire, CNAM

Porteur : Université d'Orléans.

ANIMATION DU PARTENARIAT

Universités d'Orléans et de Tours, INSA Centre-Val de Loire, CNAM, Académie Orléans-Tours, BRGM, ESAD, autres établissements d'enseignement supérieur (Limoges, Amiens, Le Mans).

INDICATEURS DE RÉALISATION

Indicateurs de réalisation : nombre d'étudiants et de personnel impliqués. Nombre d'open-badges distribués. Mesure d'impact carbonés des SI. Niveau d'adoption des outils EdTech. Nombre de machines virtuelles à destination des étudiants.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

2023 : corpus des bonnes pratiques numériques écologiques, Industrialisation du poste de travail, 1e expérimentation VDI (panorama des outils utilisables), Journée Réalité Augmentée le 8 juin, Dispositifs de sensibilisation à la sobriété numérique. Migration de machines vers le Datacentre. Lancement de la distribution d'open-badges.

2024 : réalisation de serious game, expérimentation volet EdTech, 2^e phase expérimentation VDI, écosystème pédagogique et matériel 100% libre. Études géothermie et groupe froid.

Fiche projet n°4.16

Faciliter l'émergence des startups

FRENCH TECH CENTRAL

Écosystème sécurisé

CONTEXTE ET OBJECTIFS

L'une des ambitions de la French Tech est de faire des ministères et services publics des partenaires pour le développement des start-ups. La possibilité de bénéficier d'échanges rapides et lisibles avec les acteurs publics figure en tête des attentes des entrepreneurs français. C'est là tout l'objectif du programme French Tech Central. Le programme French Tech Central apporte un accompagnement de proximité aux start-ups grâce à une offre organisée pour répondre aux besoins concrets des entrepreneurs.

En région Centre – Val de Loire, le programme French Tech Central est mis en œuvre par l'opérateur qu'est l'association Digital Loire Valley, correspondant régional de la Mission French Tech. Digital Loire Valley fédère les startups qui innovent avec le numérique, accélère la croissance des entreprises innovantes et organise des synergies avec les industriels de la French Fab.

Digital Loire Valley mobilise les services publics tels l'INPI, l'AFNOR, la DRFIP, la DREETS ou la Banque de France, notamment en facilitant la prise de rendez-vous et le suivi des démarches favorables à la croissance rapide des startups sur l'ensemble du territoire régional.

PILOTAGE DU PROJET

Digital Loire Valley

ANIMATION DU PARTENARIAT

Digital Loire Valley et État-DREETS, Région, Métropoles de Tours et d'Orléans, Dev'Up, CCI, BPI France, INPI, AFNOR ...

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre de services publics présents sur la plateforme.

Nombre de startups bénéficiaires (en cumulé depuis l'origine).

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Juin – septembre 2023 : déploiement de la plateforme French Tech Central en coordination avec les « référents startups » des services publics concernés.

Septembre 2023 – décembre 2024 : actions de promotion de French Tech Central.

Fiche Animation n° 4.17

Préfigurer une filière Quantique en région Centre-Val de Loire

LOIRE VALLEY QUANTIQUE

Formation et innovation

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Un collectif d'acteurs publics et privés (entreprises, formations, laboratoire de recherche, service de l'état et conseil régional) s'est réuni régulièrement depuis 2023 pour travailler à une préfiguration d'une filière sur l'informatique et les technologies Quantiques en particulier autour du projet Da Vinci Lab.

Trois actions concrètes ont déjà été réalisées :

- L'organisation d'une conférence internationale par Le Studium à Tours en juillet 2023 <https://www.lestudium-ias.com/events/chiral-matter-quarks-quantum-computers>
- La création d'un parcours d'ingénieur intégré à l'université de Tours (Cursus Master Ingénierie, CMI Quantique, sur les technologies quantiques) qui a ouvert à la rentrée 2023 et qui vient d'obtenir un financement dans le cadre du volet Formation Professionnelle de France 2030 régionalisé
- L'organisation d'un premier séminaire avec d'intervenants reconnus de l'écosystème quantique académique (Karl Thibault, Université de Sherbrooke), scientifique (Olivier Ezratty) et industriel (représentants des sociétés Pasqal, Qubit Pharmaceuticals, Chipiron et Quantonation) qui a permis de faire un point sur l'impact potentiel des technologies quantiques dans deux domaines clefs pour notre région : l'environnement et la santé avec une cinquantaine de participants;

L'objectif de cette inscription dans la SCORAN est

- d'affirmer l'intérêt stratégique régional pour cette révolution potentielle
- de poursuivre le travail de structuration d'une filière à la fois sur les questions de formations, de recherche, d'innovation (accueil de startup) en associant aussi les filières correspondant aux domaines prioritaires de la région définis par la SRI-SI
- d'informer et d'associer les entreprises potentiellement impactées dans le futur par ces transformations notamment celles des domaines prioritaires en passant par les pôles de compétitivités correspondants

Plus précisément, deux pistes d'actions sont envisagées

- L'organisation d'un second séminaire qui pourrait être ciblé sur les questions de cybersécurité (et donc de l'impact du quantique sur ces enjeux) en lien avec le CSIRT , CybeRéponse
- La création d'une organisation pour porter ces actions, par exemple , un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) et/ou en s'appuyant sur l'intégration du Da Vinci Labs dans le programme national Quantum Launchpad

PILOTAGE DU PROJET

État- DRARI

ANIMATION DU PARTENARIAT

CMI Quantique (Université de Tours), Université d'Orléans, INSA, CEA, Conseil régional, Dev'Up, CSIRT, Entreprises, Da Vinci Lab

INDICATEURS DE RÉALISATION

Nombre d'étudiants inscrit au parcours CMI quantique de l'université de Tours

Nombre d'acteurs dans la cartographie dont formations, entreprises

Nombre de participants au second séminaire

